

Consolidation de la paix

Soutenir la consolidation de la paix pour prévenir la résurgence des conflits



Les pictogrammes en couleur signalent les objectifs concernés parmi les huit objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

La plupart des conflits armés dans le monde sont des guerres civiles qui éclatent dans les pays et les régions en développement, en particulier dans les plus pauvres. Dans ce type de conflit, les combattants, mais aussi les citoyens ordinaires et les enfants deviennent à la fois auteurs et victimes de violences. L'impact sur la vie des populations est donc considérable, même après la fin du conflit.

Dans le but de promouvoir la paix et de prévenir les conflits

et leur résurgence, les efforts de la JICA dans ce domaine se concentrent sur la reconstruction des infrastructures socioéconomiques et le rétablissement économique afin de contribuer à corriger les disparités de revenus et d'opportunités économiques – qui sont l'une des causes des conflits. Elle s'emploie également à restaurer la gouvernance et la sécurité au sein de la société, deux facteurs clés de la construction de la nation.

● Situation générale

Dans le monde d'aujourd'hui, la grande majorité des conflits sont des guerres civiles survenant dans les pays et régions les moins développés. Avec la disparition d'une distinction claire entre militaires et civils, de plus en plus de citoyens ordinaires deviennent à la fois victimes et auteurs de violences.

Les conflits détruisent non seulement les infrastructures fondamentales à la vie de la population, mais ils défont les liens qui unissent la société et ils exacerbent la méfiance et la haine. Après avoir détruit tout ce qui fait une société, ils laissent un sentiment d'amertume lors de la reconstruction.

La consolidation de la paix nécessite une approche globale qui

Étude de cas **Cambodge : Coopération Sud-Sud avec le Centre cambodgien de déminage (CMAC)**

Vers un monde sans victime de mines terrestres

Au Cambodge, plus de 2 000 personnes étaient tuées ou blessées chaque année par des mines durant les années 1990. Le nombre de victimes a été réduit à moins de 200 récemment grâce au renforcement des capacités du Centre cambodgien de déminage (CMAC) avec l'aide de la communauté internationale, dont le gouvernement japonais et la JICA. Après avoir amélioré ses capacités en matière de neutralisation des mines et de gestion de l'information, le CMAC offre une aide au renforcement des capacités à des pays tiers en partenariat avec la JICA.

Promouvoir une aide au déminage à travers la coopération Sud-Sud

Suite à la guerre civile qui a duré plus de 20 ans à partir de 1970, il y aurait quatre à six millions de mines terrestres disséminées au Cambodge, et ces mines constituent toujours une grave menace pour la vie quotidienne de la population. Le CMAC est une organisation gouvernementale créée pour effectuer les actions de déminage, et elle a renforcé ses capacités organisationnelles avec l'aide de partenaires internationaux.

Le CMAC a significativement étendu sa zone de déminage annuel, qui est passée de 10,5 km² en 2003 à 76,7 km² en 2012, grâce à des équipements tels que des débroussailleuses, des machines de déminage et des détecteurs de mines fournis par le gouvernement japonais et la JICA depuis 1999. En outre, le Centre a reçu une aide technique de la JICA pour renforcer ses capacités de déminage. Le CMAC poursuit ses efforts afin de parvenir au déminage complet du pays en 2019.

En se basant sur les capacités et expériences

accumulées, le CMAC organise désormais une série de séminaires pour d'autres organismes de déminage dans différents pays tels que la Colombie, le Laos et l'Angola, en partenariat avec la JICA, afin de partager ses connaissances et expériences. Lors des séminaires, les organisations participantes bénéficient des expériences du CMAC sur la gestion de l'information et sur la planification et la surveillance des opérations, autant de points cruciaux pour un déminage efficace. Ces séminaires encouragent également l'apprentissage mutuel entre les organisations participantes par le partage d'informations, ce qui constitue un autre avantage de la coopération Sud-Sud.

En mars 2015, la JICA a invité H. E. Heng Ratana, directeur général du CMAC, et des responsables de l'Institut national de déminage de l'Angola (INAD) à participer à un séminaire au Japon visant à sensibiliser le public japonais aux problèmes des mines terrestres et à l'utilité de la coopération Sud-Sud. Même si le Japon n'a pas eu d'expérience dans ce domaine sur son propre territoire, il considère qu'il est important de reconnaître que de nombreux pays dans le monde, dont le Cambodge, souffrent encore de l'impact négatif des mines terrestres après un conflit. Ainsi, la coopération Sud-Sud est amenée à occuper une place de plus en plus importante avec la poursuite de nos activités de déminage dans ces pays.



Des membres de l'Institut national de déminage de l'Angola reçoivent une formation pratique au CMAC.

intègre trois perspectives : militaire, politique et socioéconomique. Les moyens politiques et militaires, comme la diplomatie préventive, constituent des facteurs essentiels pour la prévention et la résolution des conflits. Pour la consolidation de la paix, l'aide au développement joue un rôle indispensable dans la mesure où elle contribue à réduire les inégalités de revenus et d'opportunités économiques, considérées comme les causes profondes des conflits.

● Actions de la JICA

Les actions de la JICA pour la consolidation de la paix s'attachent à promouvoir la paix et à prévenir le déclenchement ou la récurrence des conflits armés. L'Agence déploie une aide à la fourniture de services durant les conflits et juste après pour aider la population à surmonter certaines difficultés, et une aide au développement pour créer des conditions favorisant un développement stable à moyen et long terme.

Concrètement, la JICA soutient : (1) la réhabilitation et la reconstruction de l'infrastructure socioéconomique, (2) le rétablissement économique, (3) la gouvernance, et (4) la sécurité.

Lors de la mise en œuvre de cette aide, une grande attention est apportée à la reprise des services à la population juste après les conflits afin qu'elle puisse ressentir les « dividendes de la

paix » autant que possible. En rétablissant rapidement les services sociaux de base interrompus durant le conflit dans les secteurs de l'éducation et de la santé, il est possible de répondre aux aspirations de la population après l'établissement d'un accord de paix et de restaurer à terme la confiance envers le gouvernement. Dans les cas où le gouvernement n'est pas en mesure de fournir ces services, une aide directe est apportée aux communautés et populations qui en ont besoin. Cette approche intègre des projets mis en œuvre en Ouganda, en Côte d'Ivoire et au Soudan.

En se basant sur ces expériences, la JICA a co-organisé un atelier avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), en 2014, afin de partager les enseignements des acteurs des deux organisations et d'améliorer la mise en œuvre des projets dans les situations post-confliktuelles. La JICA a organisé des séminaires pour le grand public afin de sensibiliser à l'importance du déminage ainsi qu'à la contribution du Japon à ces activités [→ voir l'étude de cas page 68]. La JICA a également organisé un symposium à Hiroshima pour discuter des défis de la consolidation de la paix à Mindanao en présence du président philippin Benigno Aquino III.

La JICA redouble d'efforts pour développer les ressources humaines en faveur de la consolidation de la paix et elle accumule et diffuse ses connaissances et expériences dans ce domaine.

Étude de cas **Ouganda : Répondre au problème des situations de réfugiés prolongées (SRP)**

Enseigner les techniques de riziculture pour améliorer les moyens de subsistance des réfugiés

En coopération avec le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), la JICA apporte une aide à la création de revenus en Ouganda pour les réfugiés en situation prolongée.

Connecter l'aide humanitaire et l'aide au développement

Actuellement, plus de 6,3 millions de réfugiés dans le monde ne sont pas en mesure de revenir chez eux à cause de conflits de longue durée. La plupart de ces réfugiés en situation prolongée étant accueillis dans des pays en développement, ils représentent souvent un fardeau pour les pays hôtes qui sont contraints de leur offrir des services sociaux. C'est pourquoi il est nécessaire de mettre en place un partenariat entre des organismes d'aide, comme le HCR, et des agences de développement, comme la JICA, pour trouver une solution permanente au

problème des réfugiés en situation prolongée au lieu de renouveler sans cesse une aide à court terme.

L'Ouganda, qui a accepté plus de 400 000 réfugiés de pays voisins, est l'un des pays qui souffre le plus de ce problème. De nombreux ressortissants de République démocratique du Congo ont traversé la frontière autour de l'année 2000, et le nombre de réfugiés du Soudan du Sud a explosé après le début de la guerre civile en décembre 2013. Il est donc urgent de prendre des mesures appropriées pour répondre à cette situation.

La JICA travaille avec un institut de recherche agricole ougandais sur les techniques de sélection



Un expert de la JICA donne un cours en utilisant un poster spécialement conçu pour la formation.

de culture et sur la diffusion du nouveau riz pour l'Afrique (riz NERICA) depuis 2004. Le NERICA est adapté aux conditions climatiques locales et sa réputation en tant que culture commerciale ne cesse de croître. Lors de l'exercice 2014, avec une aide de la JICA et du HCR, une formation sur la culture du riz a été proposée aux réfugiés et aux résidents des communautés hôtes.

Un total de 819 personnes, dont des réfugiés et des résidents des communautés hôtes, ont participé aux 24 sessions de formation organisées lors de l'exercice 2014. Les réactions des participants ont été très positives, ces derniers ont déclaré : « Le riz constitue notre aliment de base traditionnel, mais il est devenu trop cher pour que nous puissions nous permettre d'en acheter. Maintenant nous pouvons le cultiver pour notre consommation » et « Le maïs et le manioc ne rapportent pas beaucoup, mais en ayant plus de revenus grâce au riz, nous pouvons envoyer nos enfants à l'école ».

La JICA et le HCR ont signé un protocole d'accord afin de poursuivre ces formations, et les deux organisations vont continuer de chercher des opportunités de répondre aux problèmes des réfugiés en situation prolongée.



Des agriculteurs labourent une rizière. (Photo : Yuji Shinoda)